



Conseil d'administration

309^e session, Genève, novembre 2010

GB.309/WP/SDG/1(Add.)

Groupe de travail sur la dimension sociale de la mondialisation

WP/SDG

POUR INFORMATION

PREMIÈRE QUESTION À L'ORDRE DU JOUR

Cohérence des politiques en vue d'une croissance forte, durable et équilibrée

Addendum

Perspectives économiques actuelles et questions de politique générale

Croissance économique et emploi

1. Après la profonde récession qui a marqué l'année 2009, la reprise semble relativement forte dans l'ensemble en 2010 malgré une répartition inégale de la croissance de la production entre les régions. Dans les pays à revenu élevé, la reprise reste encore freinée par la faiblesse persistante des marchés de crédit, l'atonie de la croissance de la demande intérieure et l'instabilité récurrente des marchés financiers et monétaires internationaux. Beaucoup de marchés émergents et de pays en développement ont renoué avec une croissance soutenue induite par la reprise de la consommation et de la demande en investissement liée à l'augmentation des échanges commerciaux. Le grave risque qu'une croissance soutenue de l'économie mondiale ne soit pas au rendez-vous à moyen ou long terme appelle la mise en œuvre de réformes coordonnées aux niveaux national et international ainsi qu'un rééquilibrage des moteurs de la croissance mondiale.
2. D'après les *Perspectives de l'économie mondiale* publiées par le FMI en octobre 2010 (FMI, 2010c), la production mondiale devrait croître de 4,8 pour cent en 2010 et de 4,2 pour cent en 2011 (voir tableau 1 ci-après). Cela représente une révision légèrement à la hausse pour 2010 et une révision à la baisse pour 2011 par rapport aux projections de croissance antérieures. Il faudra néanmoins plusieurs années de croissance à ce rythme pour combler l'écart de production engendré par la récession. D'autres projections pour 2010, basées sur des méthodes d'agrégation différentes, prévoient une croissance mondiale de 3 pour cent (ONU/DAES, 2010) ou de 3,5 pour cent (CNUCED, 2010a). La trop grande lenteur du rythme de la reprise continue à préoccuper les prévisionnistes qui le juge insuffisant pour combler l'écart de production creusé par la crise (ONU/DAES, 2010: i) et trop faible [dans les pays à revenu élevé] si l'on tient compte du fait que ces pays se

relèvent de la pire des récessions qu'ils aient connues depuis la seconde guerre mondiale (FMI, 2010c: 3).

3. Le caractère inégal de la reprise à court terme est tout particulièrement marqué entre pays développés et pays en développement. D'après les estimations du FMI (2010c), les pays développés d'Europe et d'Amérique du Nord connaîtront des taux de croissance s'échelonnant entre 3,3 et -0,3 pour cent en 2010 (Allemagne et Espagne respectivement) et 2,7 et 1 pour cent en 2011 (Canada et Italie). Les pays émergents et en développement croîtront de 7,1 pour cent en 2010 et de 6,4 pour cent en 2011, la fourchette de croissance allant de 9,4 et 8,4 pour cent dans les pays d'Asie en développement à 4,3 et 4,6 pour cent dans la Communauté des Etats indépendants, en 2010 et 2011 respectivement.
4. D'après les estimations du BIT, plus de 30 millions de personnes ont été réduites au chômage depuis 2007, ce qui porte le nombre de chômeurs à 210 millions (FMI et BIT, 2010). Le chômage dans les pays à revenu élevé n'a pas sensiblement reculé par rapport aux pics qu'il avait atteints. Aux Etats-Unis en particulier, la croissance de l'emploi s'est ralentie au cours du deuxième trimestre de 2010, alors que dans les pays émergents le chômage a fléchi avec la reprise (FMI, 2010c). Les taux de chômage devraient rester élevés pendant une période prolongée dans la plupart des pays développés. Dans les pays en développement, de nombreux travailleurs ont été acculés vers des emplois précaires et le nombre de travailleurs pauvres risque de croître encore dans un proche avenir (UN/DESA, 2010: i). Enfin, la reprise dans les pays à revenu élevé restera fragile tant que l'amélioration des investissements dans les entreprises ne se traduira pas par une plus forte croissance de l'emploi (FMI, 2010c: 15).
5. Les moteurs de la reprise ont évolué au fil des années et de nouvelles configurations de la demande doivent émerger à moyen et long terme pour que s'instaure une croissance soutenue et plus équilibrée. Les plans de relance budgétaire coordonnés entre les pays du G20 ont aidé à amortir le choc de l'effondrement de la demande agrégée mondiale. Toutefois, ces plans de relance sont progressivement abandonnés alors qu'une forte reprise de la consommation des ménages et des investissements des entreprises n'est pas encore amorcée dans les pays développés. La croissance des pays à revenu élevé en 2011 sera tributaire de la solidité de la reprise de la consommation intérieure et de la demande d'investissement, mais une croissance mondiale soutenue à moyen et à long terme dépendra d'une configuration mieux équilibrée de la demande nationale et mondiale.
6. Dans beaucoup de pays développés et dans quelques pays émergents, la reprise est atone et l'emploi ne s'améliore pas en raison de la faiblesse persistante de la demande intérieure. Les ménages sont contraints d'épargner davantage pour rembourser leurs dettes ou pour faire face aux incertitudes de leurs revenus futurs, de leur santé et de leurs perspectives d'emploi. La demande d'investissement est freinée et les entreprises continuent à subir le resserrement des crédits car, pour un grand nombre d'entre elles, la faiblesse des taux directeurs ne se traduit pas par un desserrement notable du crédit et un accès plus facile aux financements. Comme cela est souligné dans le *Rapport sur la stabilité financière dans le monde* d'octobre 2010 (FMI, 2010d), la réforme du secteur financier et la «réparation» du secteur bancaire progressent lentement et de nombreuses banques demeurent sous-capitalisées. La contribution de l'accumulation des stocks à la demande décline également. Les pays développés et les pays émergents, tributaires de vecteurs de croissance intérieurs et qui ont subi la crise financière et bancaire, semblent ne pas avoir la capacité de réamorcer la consommation et la demande d'investissement. Les pays en développement, qui dépendaient de la demande extérieure pour dynamiser leur croissance et qui ont été moins touchés par la crise financière, connaissent un redressement plus rapide: leur demande intérieure s'est renforcée avec la reprise des échanges commerciaux mondiaux.

Tableau 1. Perspectives de l'économie mondiale: Aperçu des projections
(variation en pourcentage, sauf indication contraire)

	2008	2009	Projections	
			2010	2011
Production mondiale	2,8	-0,6	4,8	4,2
Pays avancés	0,2	-3,2	2,7	2,2
Pays émergents et en développement	6,0	2,5	7,1	6,4
<i>Pays/régions sélectionnés</i>				
Etats-Unis	0,0	-2,6	2,6	2,3
Zone euro	0,5	-4,1	1,7	1,5
Royaume-Uni	-0,1	-4,9	1,7	2,0
Japon	-1,2	-5,2	2,8	1,5
Chine	9,6	9,1	10,5	9,6
Inde	6,4	5,7	9,7	8,4
Brésil	5,1	-0,2	7,5	4,1
Mexique	1,5	-6,5	5,0	3,9
Europe centrale et orientale	3,0	-3,6	3,7	3,1
Moyen-Orient et Afrique du Nord	5,0	2,0	4,1	5,1
Afrique subsaharienne	5,5	2,6	5,0	5,5
Volume du commerce mondial (biens et services)	2,9	-11,0	11,4	7,0

Source: FMI, 2010c, tableau 1.1.

7. D'après le FMI, une récession «à double creux», à savoir un retour à des taux de croissance négatifs dans un nombre important de pays, demeure «peu vraisemblable» malgré l'existence de risques de détérioration importants (FMI, 2010c). Toutefois, les répercussions de la poursuite de l'abandon des mesures de relance budgétaire et l'assainissement budgétaire auquel il est procédé dans beaucoup de grands pays, conjugués aux risques de l'instabilité monétaire et financière qui pourraient en découler, rendent les perspectives très incertaines.

Pauvreté, travail décent et mondialisation

8. La crise économique mondiale a ralenti les progrès vers la réduction de moitié des taux de pauvreté et la réalisation du plein emploi productif et du travail décent pour tous d'ici à 2015, qui représentent les deux premières cibles du premier objectif du Millénaire pour le développement (OMD): éradiquer l'extrême pauvreté et la faim.

9. En dépit de disparités régionales importantes, la croissance rapide au cours de la première moitié de la décennie de nombreuses économies caractérisées par des bas revenus et une forte densité de population a permis de réduire le nombre des personnes vivant avec moins de 1,25 dollar par jour, le faisant passer de 1,8 milliard en 1990 à 1,4 milliard en 2005 (Nations Unies, 2010, p. 6). Même si l'on estime que, du fait de la crise, et par rapport à un scénario de non-crise, le nombre des personnes victimes d'une pauvreté extrême augmentera (notamment en Afrique subsaharienne et en Asie de l'Est et du Sud-Est) de 50 millions en 2009 et de 64 millions en 2010, le redressement rapide de nombreuses économies émergentes et en développement permettra de poursuivre sur la voie de la réduction de la pauvreté afin d'atteindre la première cible des OMD. Par ailleurs, les

progrès vers la concrétisation de la deuxième cible ont été freinés par la récession mondiale, car la baisse de la production a entraîné une détérioration de la situation sur le marché du travail; le chômage a donc augmenté et les travailleurs ont dû se tourner vers des types d'emplois plus précaires (Nations Unies, 2010).

10. Les effets de la crise sur la réduction de la pauvreté et sur les réalisations en faveur du travail décent pour tous nous rappellent que ces deux objectifs sont fortement interdépendants et que les mesures ponctuelles sont dans ce contexte d'une faible utilité. L'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social (UNRISD) a souligné dans une étude récente que, lorsqu'une forte proportion de la population d'un pays est pauvre, il est vain de vouloir isoler la pauvreté de la dynamique du développement (UNRISD, 2010, p. 2). En outre, la pauvreté persistante dans certaines régions et les inégalités croissantes partout dans le monde démontrent clairement que la mondialisation et la libéralisation économiques n'ont pas instauré un environnement propice au développement social durable et équitable (*ibid.*). Il ressort de ce constat que l'élimination de la pauvreté passe par une transformation profonde de la réalité sociale, économique et politique qui implique de créer des emplois productifs et du travail décent et de coordonner les politiques économiques aux niveaux national et international.

Commerce et flux de capitaux

11. Le commerce mondial a commencé à se redresser au milieu de 2009, après avoir chuté de plus de 13 pour cent en volume et de 23 pour cent en valeur au cours du premier semestre de 2009. La reprise est plus vigoureuse dans les pays en développement que dans les pays développés; en avril 2010, le volume des échanges des pays émergents était revenu à son plus haut niveau d'avril 2008 (CNUCED, 2010a). L'augmentation du volume des exportations et le rebondissement des prix des matières premières depuis leurs plus bas niveaux du premier trimestre 2009 ont eu pour effet d'accroître le revenu national et les recettes budgétaires, notamment en Afrique et en Asie occidentale (*ibid.*: ii)).
12. Les cours des matières premières ont recommencé à progresser en 2009 et au cours du premier semestre de 2010. Ce sont les prix des métaux, des minéraux et des produits énergétiques, notamment le pétrole brut, qui ont augmenté le plus après avoir atteint des niveaux minimums pendant le deuxième semestre de 2008, du fait qu'ils sont les plus corrélés à la production industrielle mondiale (*ibid.*). La forte demande des économies de marché émergentes qui connaissent une croissance rapide, notamment la Chine, a contribué au redressement des prix des matières premières mais, comme dans les années précédentes, l'évolution des prix a également été fortement influencée par le comportement des investisseurs financiers (*ibid.*: iii)).
13. Les flux de capitaux vers les économies émergentes et d'autres pays en développement ont fortement augmenté en 2010, et devraient encore augmenter à moyen terme (FMI, 2010d). D'après le *Global Economic Prospects 2010* de la Banque mondiale, la poursuite d'une politique monétaire très laxiste dans les pays à haut revenu pourrait aussi poser des difficultés aux pays en développement ... car les écarts croissants entre les taux d'intérêt pourraient provoquer d'importants afflux de capitaux risquant de recréer certaines des bulles financières qui ont marqué le début de la crise (Banque mondiale, 2010: 20).
14. En outre, une réduction de la capacité budgétaire et financière des pays donateurs et bénéficiaires signifierait que, en cas de baisse de l'aide publique au développement, les décideurs dans les pays à faible revenu pourraient se voir contraints de réduire les investissements dans les infrastructures et le capital humain, ce qui retentirait négativement

sur la croissance. Le nombre des personnes vivant avec 2 dollars par jour ou moins pourrait alors augmenter de 79 millions d'ici à 2020 (*ibid.*: 2).

15. Les flux d'IDE (investissements directs étrangers), qui ont faiblement augmenté en 2009, ont diminué au cours du deuxième trimestre de 2010 et devraient en principe augmenter légèrement au cours de l'année. La réduction des prêts entre les entreprises et celle du réinvestissement des bénéficiaires ont caractérisé le déclin du milieu de 2010. D'après la CNUCED (2010b), les perspectives d'une reprise durable des flux liés aux fusions et acquisitions, et notamment des investissements «en rase campagne», sont très incertaines, en raison surtout de l'instabilité des monnaies et du risque de protectionnisme.

Stabilité financière

16. La volatilité des marchés financiers s'est accrue au cours du deuxième trimestre de 2010, car ces marchés se sont centrés sur les perspectives de viabilité de la dette d'un certain nombre de pays de la zone euro, durement frappés par la crise financière (Grèce, Irlande, Portugal et Espagne). La confiance s'est effondrée, tout comme le cours des actions, tandis que les primes de risques ont augmenté vertigineusement sur les marchés obligataires de plusieurs pays européens. La crise de la dette souveraine a été perçue comme une menace contre la solvabilité du système bancaire de la zone euro, voire contre l'existence même de la monnaie commune. Entre avril et mai 2010, la généralisation de la crise de la dette souveraine et de celle de la banque a été évitée de justesse, grâce à un effort de coordination sans précédent entre l'Union européenne, le Fonds monétaire international et la Banque centrale européenne, qui a débouché sur un plan de sauvetage de 110 milliards d'euros en faveur de la Grèce et une enveloppe de 750 milliards d'euros visant à préserver de la contagion d'autres pays de la zone euro.
17. Comme l'a fait observer le Département des affaires économiques et sociales de l'Organisation des Nations Unies (ONU/DAES, 2010: i), la détérioration rapide de la situation budgétaire des pays développés ne permet pas d'espérer le soutien politique supplémentaire qu'exige la reprise dans de nombreux pays. En outre, les préoccupations croissantes engendrées par les risques liés à la dette souveraine dans certains pays sont un nouveau facteur d'instabilité financière.
18. Nombre de gouvernements espèrent que la réduction des déficits publics sera compensée par la croissance du secteur privé. Toutefois, dans de nombreux pays développés, le secteur financier reste l'élément faible des perspectives de redressement de la demande privée. L'insuffisance et la lenteur des remèdes et des réformes pèsent sur le crédit et ralentissent la normalisation des politiques monétaires et budgétaires, entraînant des retombées négatives sur les économies émergentes (FMI, 2010c: 35).
19. Au cours de la dernière année, la volatilité et les fluctuations importantes des taux de change des monnaies des principaux pays développés et des pays émergents ont aggravé les incertitudes concernant le commerce, les modes d'investissement et la croissance mondiale à moyen terme.

Le processus d'assainissement budgétaire est enclenché

20. L'effondrement de la demande globale privée en 2008 et 2009 a été partiellement amorti grâce à d'importantes dépenses publiques qui se sont inévitablement traduites par une

augmentation notable des déficits budgétaires et de la dette publique. Dès la fin de 2009, de nombreux pays se montraient de plus en plus préoccupés par la viabilité de leurs budgets et au sujet du calendrier et des modalités de l'abandon indispensable des mesures de soutien. Les organisations internationales reconnaissent la nécessité d'asseoir une reprise soutenue de la demande privée avant de procéder graduellement à l'abandon total des plans de relance ou même de réduire les déséquilibres budgétaires pour diminuer l'encours de la dette (FMI, 2009 et 2010a; CNUCED, 2009 et 2010). Le maintien de plans de relance macroéconomiques demeure crucial pour consolider et étendre la reprise mais ces plans devraient être davantage axés sur la stimulation de la croissance de l'emploi. La recherche d'un juste équilibre entre la nécessité toujours présente de soutenir la reprise et la nécessité de procéder à un assainissement budgétaire à moyen terme est l'un des enjeux politiques majeurs pour de nombreux pays développés (ONU/DAES, 2010: 1).

- 21.** La tourmente autour de la dette souveraine a atteint sa phase la plus intense aux mois d'avril et de mai 2010 et elle a incité de nombreux pays développés à prendre la décision de procéder à d'importantes contractions budgétaires d'ici à 2011 (G20, 2010).
- 22.** En juillet 2010, la Banque mondiale mettait en garde contre les effets globalement perturbateurs pour les pays en développement de la crise de la dette souveraine dans les pays européens à revenu élevé. La politique budgétaire allait devoir être beaucoup plus restrictive au cours des prochaines années et s'accompagner de mesures favorisant une maîtrise plus rigoureuse des déficits, afin de garantir une viabilité à long terme (Banque mondiale, 2010: 2). D'après la Banque, le risque d'une contagion mondiale et les effets sur les coûts d'emprunt pour les pays en développement non seulement freinaient le redressement de ces derniers, mais pouvaient véritablement faire dérailler la croissance mondiale. A son avis, si les marchés perdaient confiance dans la crédibilité des efforts déployés pour adopter des mesures viables, la croissance mondiale pourrait être sérieusement compromise et une récession à double creux ne saurait être exclue. Un endettement croissant des pays à fort revenu sur une longue période entraînerait une hausse des coûts d'emprunt globaux pour les pays en développement, ce qui diminuerait les investissements et la croissance et induirait à terme un accroissement de la pauvreté (Banque mondiale, 2010: 20). L'expérience et les analyses récentes ont démontré la résilience de la plupart des marchés émergents face à la tourmente autour de la dette souveraine (FMI, 2010d). Ces pays n'ont pas connu de resserrement de leur crédit dans cette conjoncture mais ont vu au contraire affluer d'importants volumes de capitaux, qui pourraient compromettre leur stabilité financière. Cet afflux de capitaux est en large partie motivé par l'attrait des différentiels de taux d'intérêt et des perspectives de croissance à court terme que les plans d'assainissement budgétaire renforceront sans doute.
- 23.** D'après la CNUCED, des mesures inconditionnelles d'assainissement budgétaire pour regagner la confiance des marchés et la perspective d'un abandon prématuré des plans de relance en Europe ont accentué le risque d'une récession à double creux dans cette région, voire dans le monde entier. Avec une volonté résolue de s'engager dans des politiques d'assainissement budgétaire, on néglige souvent le fait qu'une récession à double creux, avec ses effets négatifs sur les recettes publiques, pourrait être plus dangereuse pour les finances publiques qu'une poursuite de l'expansion budgétaire qui, en soutenant la croissance des revenus imposables, accroîtrait d'elle-même les recettes publiques (CNUCED, 2010a: iv).
- 24.** Plus récemment, le FMI, tout en souscrivant à la décision d'une contraction budgétaire, étant donné que l'assainissement budgétaire doit être réalisé partout où il est nécessaire (FMI, 2010c), a néanmoins mis en garde contre ses effets potentiellement récessifs aux niveaux national et mondial. D'après le FMI (FMI, 2010c et 2010d), les mesures d'assainissement budgétaire peuvent restaurer la confiance dans les marchés financiers comme dans le secteur privé et favoriser une reprise de la consommation et de

l'investissement. Ces mesures ont toutefois souvent un effet récessif à court terme qui est d'autant plus grave s'il est impossible de procéder à une dévaluation et à un développement des exportations ou si un nombre élevé de grands pays prennent les mêmes mesures en même temps.

25. Le Fonds monétaire international (FMI, 2010c: xvi) recommande que les plans d'assainissement budgétaire soient des plans à moyen terme crédibles et favorisant la croissance, de nature à rétablir la confiance des marchés financiers, des entreprises et des ménages. Une telle approche atténuerait même les effets récessifs inévitables à court terme de l'assainissement des finances publiques et pourrait améliorer les perspectives de croissance à moyen terme. La réforme des prestations et de la fiscalité, l'établissement de règles budgétaires et la création d'une agence budgétaire indépendante aideraient à renforcer la confiance dans les plans d'assainissement. Ces mesures accroîtraient en outre la marge de manœuvre budgétaire des pays de sorte que, si la croissance mondiale menaçait de ralentir beaucoup plus que prévu, ils pourraient différer une partie de leurs mesures d'assainissement (*ibid.*: 1). Toutefois, peu de pays avancés proposent actuellement ces plans (*ibid.*: xvi).
26. Dans l'ensemble, les différences d'anticipation quant aux résultats que pourrait avoir une contraction budgétaire opérée simultanément dans un nombre important de pays développés ont donné lieu à des opinions divergentes quant aux risques de surestimation de la reprise mondiale et de récession à double creux.

Stratégie de rééquilibrage global

27. Un large consensus s'est dégagé sur la nécessité de rééquilibrer les vecteurs de la croissance mondiale. Une croissance mondiale robuste, équilibrée et soutenue (G20, 2009) est considérée comme l'objectif politique déterminant si l'on veut placer la croissance mondiale sur une trajectoire solide. Toutefois, des divergences d'opinion de plus en plus marquées se sont fait jour sur les moyens à mettre en œuvre pour opérer ce rééquilibrage et sur le rythme qu'il convient d'adopter. Un rééquilibrage interne et externe nécessite pour tout pays l'adoption de politiques macroéconomiques et l'application de réformes structurelles et institutionnelles propres à engendrer une production et une croissance de l'emploi plus durables tout en diminuant les déficits extérieurs. A cet effet, il faut en règle générale rééquilibrer les composantes de la demande globale et ajuster les taux de change. Les pays dont la croissance a été tirée par la demande extérieure et dont la balance des paiements est excédentaire pourraient renforcer leur demande intérieure. Les pays qui se sont appuyés sur une expansion irréaliste de la demande intérieure ayant entraîné un déficit commercial pourraient soutenir la demande en élargissant leurs exportations et en redressant leur balance commerciale. Un rééquilibrage global non déflationniste nécessiterait que l'on évite une contraction de la demande intérieure dans les pays déficitaires et que l'on autorise une expansion de la demande dans les pays excédentaires.
28. D'après le FMI (FMI 2010c: xiii), le processus de rééquilibrage progresse trop lentement. La reprise des flux de capitaux vers les pays émergents dont la croissance est plus rapide et où les taux d'intérêt sont plus élevés pourrait aider l'ajustement, si on les laisse affluer, car ils induiraient une appréciation réelle de leur monnaie, réduiraient leur excédent et stimuleraient la demande intérieure. Une plus grande souplesse des taux de change, un resserrement monétaire, une déréglementation accrue et une réforme du secteur financier ainsi que la mise en place de filets de protection sociale plus solides faciliteraient un rééquilibrage en supprimant les distorsions et en permettant une absorption plus productive des flux de capitaux. De plus, une augmentation des exportations nettes dans les pays à fort revenu laisserait une marge de manœuvre budgétaire plus grande (*ibid.*: xv).

29. Le processus de coordination mondiale en faveur d'une reprise et d'une réforme des modalités de la croissance mondiale est toutefois mis à mal par les profonds désaccords sur la manière dont devrait être réparti le fardeau de l'ajustement. A ce stade, la coordination concerne au premier chef le problème des pays «profiteurs» (CNUCED, 2010a: iv). De fait, à ce stade, les efforts de coordination sont essentiellement focalisés sur le problème des «profiteurs» (CNUCED, 2010a: iv). En règle générale, les gouvernements ne devraient mettre fin aux mesures de relance qu'après le complet rétablissement de la demande intérieure privée dans leur pays. S'ils abandonnent ces mesures prématurément, il leur faudra compter sur les exportations pour la reprise, ce qui signifie que le fardeau de la relance de la demande sera transféré vers d'autres pays. Dans l'idéal, il devrait être mis fin aux mesures de relance au bon moment pour contribuer à un rééquilibrage de la demande mondiale (*ibid.*)
30. Le débat sur le rééquilibrage est devenu acrimonieux et focalisé sur les ajustements de taux de change; toutefois, il est nécessaire de s'interroger sur les causes fondamentales de la vulnérabilité économique mondiale, qui sont apparues avec l'émergence d'importants déséquilibres mondiaux et la récession, comme cela est souligné dans deux contributions récentes du BIT, à savoir le document de travail préparé pour la Conférence d'Oslo (FMI et BIT, 2010) et le *Rapport sur le travail dans le monde 2010* de l'Institut international d'études sociales (BIT, 2010). Le *Rapport sur le travail dans le monde* préconise la mise en place d'un soutien budgétaire axé sur les emplois, une croissance tirée par les revenus dans les pays émergents et autres pays excédentaires, ainsi qu'une réforme financière en vue d'améliorer la cohésion sociale tout en garantissant une sortie durable de la crise et pour construire une économie mondiale équilibrée (BIT, 2010: x). Dans le document de travail de la Conférence d'Oslo, il est suggéré que «tous les pays, qu'ils soient déficitaires ou excédentaires, devront réorienter leurs politiques pour soutenir la progression de l'emploi productif, tout en s'efforçant d'accroître les salaires et les revenus des ménages dans l'intérêt du plus grand nombre».

Genève, le 3 novembre 2010

Document soumis pour information

Bibliographie

- Banque mondiale (2010): *Global Economic Prospects: Fiscal headwinds and recovery*, été 2010 (Washington, DC).
- Bureau international du Travail (BIT) (2010): *World of Work Report 2010: From one crisis to the next?*, Institut international d'études sociales (Genève).
- Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) (2010a): *Trade and Development Report, 2010: Employment, globalization and development*, septembre 2010 (Genève).
- (2010b) «Global Investment Trends Monitor», *Newsletter No 4*, 14 octobre 2010 (Genève).
- Département des affaires économiques et sociales de l'Organisation des Nations Unies (ONU/DAES) (2010): *World Economic Situation and Prospects 2010: Update as of mid-2010* (New York).
- Fonds monétaire international (FMI) (2009): *World Economic Outlook: Sustaining the recovery*, octobre 2009 (Washington, DC).
- (2010a): *World Economic Outlook: Rebalancing growth*, avril 2010 (Washington, DC).
- (2010b): *World Economic Outlook Update*, juillet 2010 (Washington, DC).
- (2010c): *World Economic Outlook: Recovery, risk and rebalancing*, octobre 2010 (Washington, DC).
- (2010d): *Global Financial Stability Report*, octobre 2010 (Washington, DC).
- FMI et BIT (2010): *Croissance, emploi et cohésion sociale: les défis à relever*, document de travail pour la Conférence conjointe FMI-OIT, Oslo, 13 septembre 2010.
- G20 (2009): *Sommet de Pittsburgh. Déclaration des chefs d'Etat et de gouvernement*, 24-25 septembre 2009.
- (2010): *Déclaration du Sommet du G20 de Toronto*, 26-27 juin 2010.
- Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social (UNRISD) (2010): *Combating poverty and inequality: Structural change, social policy and politics*, (Genève).
- Nations Unies (2010): *Objectifs du Millénaire pour le développement, Rapport 2010* (New York).